

## L'Adrim au cœur de l'intégration

Depuis 72 ans, l'association met son professionnalisme au service de l'insertion sociale. À l'écoute de tous, quoi qu'il arrive

Les situations de crises, elle connaît. Les conflits dramatiques qui secouent l'actualité du monde, aussi. Ces vingt-cinq dernières années, l'Adrim a accueilli les victimes de guerre qui venaient du Kosovo, du Tchad, de Syrie, d'Afghanistan et d'ailleurs.

Elle se prépare aujourd'hui à recevoir les réfugiés d'Ukraine qui vont arriver à Marseille par vagues successives pour les conduire vers l'autonomie et pour reconstruire avec eux, un nouveau projet de vie.

"Avec la situation qui se profile, on se prépare à les aider comme on l'a toujours fait pour d'autres conflits", souligne d'un ton posé Pierre Bérenguer, le directeur de l'Adrim.

Les équipes de professionnels qui sont à ses côtés mettent leur expérience et leurs compé-



L'Adrim met au service des publics qu'elle accompagne tout son professionnalisme. Avec l'insertion sociale, professionnelle et culturelle en ligne de mire. / PHOTO PH.F.

"On ne fait pas de la charité, on fait de l'humanité."

tences au service de l'insertion. Accueillir, proposer un toit, un accompagnement social et administratif dans les différentes démarches à accomplir, tracer des pistes dans le but de trouver un emploi, ce sont quelques-unes des missions que s'assignent des équipes dévouées, toujours à l'écoute des besoins des nouveaux venus. Une bonne quarantaine de

places d'hébergement sont d'ailleurs prêtes à être déployées dès que le signal sera donné par les institutions avec lesquelles l'association est en lien étroit. "Il doit y avoir une réponse à la souffrance, complète Michelle Trojani, présidente de l'Adrim. Nous ne faisons pas de la charité, nous faisons de l'humanité."

En tant qu'ancien réfugié chi-

lien et représentant régional de la Fédération française pour l'Unesco (FFPU), Victor-Hugo Espinosa rappelle que "Marseille peut accueillir sa part dans la venue des populations venant d'Ukraine. À condition de faire appel à des associations qui ont une vraie éthique, une charte, pour ne pas faire n'importe quoi, ce qui peut être contre productif". Respectueuse des va-

leurs de l'économie sociale et solidaire, l'Adrim veut mettre "l'humain au centre de ses priorités", comme le martèle souvent Michelle Trojani. Un discours qui fait chaud au cœur en ces temps incertains où les remugles d'un passé nauséabond trouvent souvent un écho favorable dans le débat des élections présidentielles.

Philippe FANER

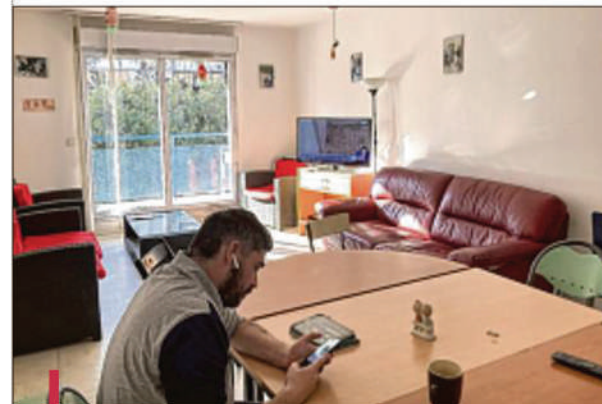
### L'AIDE AU RETOUR

## Des conditions dignes pour ceux qui repartent

Il y a ceux qui arrivent et ceux qui repartent pour différentes raisons. Dans le jargon administratif, on parle alors de DPAR quand on évoque ce Dispositif préparatoire et d'aide au retour.

Dans la réalité, ce système permet d'offrir un hébergement, un accompagnement administratif, social et sanitaire aux personnes déboutées de leur demande d'asile ou en situation irrégulière sur le territoire français. "Ce que l'on propose, c'est de la gestion d'attente et une aide au retour de manière humaine et digne", commente sur place l'un des animateurs de l'espace aménagé à la Résidence Saint-Sauveur (parc social HMP) dans le quartier du Merlan (14<sup>e</sup>). Vingt-quatre logements sont occupés par des personnes en situation de DPAR, familles ou personnes isolées, en lien avec l'Adrim mandaté par la préfecture, et sous la férule de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration). La durée du séjour (entre un mois et trois mois) varie en fait avec les démarches à effectuer.

PH.F.



Une gestion d'attente et une aide au retour "de manière digne et humaine". / PHOTO PH.F.